

Sixième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

24 août 2012
Français
Original: anglais

Genève, 12 et 13 novembre 2012
Point 13 de l'ordre du jour provisoire
Rapports de tous organes subsidiaires

Rapport sur la coopération, l'assistance et les demandes d'assistance

Soumis par le Coordonnateur¹ pour la coopération, l'assistance et les demandes d'assistance

Introduction

1. La question de la coopération et de l'assistance, facteurs essentiels pour atteindre les objectifs de l'adhésion universelle au Protocole V et de sa mise en œuvre, a continué d'être examinée à titre prioritaire. Dans les débats de cette année, une attention particulière a été accordée aux possibilités de coopération entre les États touchés par les restes explosifs de guerre (REG) et les pays en développement, ainsi qu'à la coopération entre ceux qui fournissent l'assistance.

2. Les Hautes Parties contractantes ayant soumis des demandes d'assistance et les autres pays sollicitant une assistance ont été invités à faire connaître leurs besoins ainsi que les progrès réalisés dans l'obtention d'une assistance. Les Hautes Parties contractantes et les organisations internationales en mesure de le faire ont été encouragées à répondre aux demandes d'assistance et à fournir des informations à jour concernant leurs activités de coopération et d'assistance dans ce domaine.

3. Vu que la Réunion d'experts offre un cadre permettant d'échanger des informations et d'étudier de nouvelles possibilités de renforcer les programmes de coopération et d'assistance, le Coordonnateur a organisé une réunion en petit groupe avec les pays touchés pour examiner leurs priorités, leur expérience et les difficultés qu'ils rencontraient pour accéder à l'assistance.

¹ Conformément à la décision de la cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, telle qu'elle figure au paragraphe 43 c) de son document final (CCW/P.V/CONF/2011/12), les débats relatifs à la coopération et à l'assistance ainsi qu'aux demandes d'assistance en application de l'article 7 du Protocole ont été animés par M. Yevgen Lisuchenko (Ukraine) en sa qualité de Coordonnateur.

Rapports nationaux sur la coopération et l'assistance internationales

4. S'appuyant sur les renseignements présentés au cours de la session par l'Unité d'appui à l'application de la Convention au sujet des rapports nationaux, le Coordonnateur a noté que la plus grande partie des ressources avait été consacrée à l'enlèvement des REG et que l'acheminement de moyens de financement et de ressources se faisait avant tout par l'intermédiaire d'organisations ou dans le cadre d'opérations conjointes. Le Coordonnateur a appuyé l'appel à soumettre des rapports nationaux annuels lancé à toutes les Hautes Parties contractantes par le Coordonnateur pour la présentation de rapports nationaux.

Informations relatives à la coopération et l'assistance

5. En ce qui concerne les informations relatives à la coopération et l'assistance, le Coordonnateur a rappelé aux délégations que la Réunion d'experts constituait, pour les États touchés par les REG, une occasion de faire connaître leurs besoins aux États et aux organisations et institutions compétentes susceptibles de fournir une assistance. Trois États (le Bélarus, la Serbie et l'Ukraine) avaient fait des demandes officielles d'assistance au titre de l'article 7. La Réunion d'experts offrait également aux États et organisations en mesure de fournir une assistance une occasion de faire savoir quels types d'aide ils pouvaient apporter et de présenter les activités de coopération et d'assistance qu'ils avaient menées au titre du Protocole V.

6. Conformément aux décisions de la cinquième Conférence, les délégations ont été invitées à partager leur expérience en matière de coopération entre pays touchés et pays en développement. La mise en commun de compétences et l'échange d'informations entre les uns et les autres contribuaient de manière appréciable à la coopération et à l'assistance. Les débats de cette année portaient aussi sur la coordination et la coopération entre prestataires de l'assistance. Le Coordonnateur a posé les questions suivantes: comment les donateurs coordonnaient-ils leurs activités? Les donateurs cherchaient-ils à évaluer les besoins prioritaires et à y répondre?

7. Les pays touchés ci-après ont fourni des renseignements:

a) Le Bélarus a indiqué que sa demande officielle d'assistance concernait un nombre restreint de détecteurs de mines, de radios et de systèmes de positionnement universel (GPS). Il était très reconnaissant au Gouvernement indien de s'être déclaré disposé à fournir une assistance. Les deux pays avaient conclu un accord de principe au sujet de cette coopération et le Bélarus comptait faire à nouveau le point lors de la sixième Conférence;

b) La Bosnie-Herzégovine avait coopéré avec d'autres pays touchés. Elle se préparait par exemple à recevoir la visite d'une équipe arménienne qui souhaitait en apprendre davantage sur la surveillance et la mise en œuvre du contrôle de la qualité dans les programmes de déminage. En 2011, la Bosnie-Herzégovine avait organisé une session de formation de courte durée sur ses procédures de déminage à l'intention d'une délégation turque. Elle avait elle-même bénéficié d'une telle coopération, le Centre croate de lutte antimines (CROMAC) ayant apporté son concours à la surveillance de mines terrestres;

c) Grâce à sa propre expérience de l'élaboration et de la gestion de programmes de déminage, la Croatie était en mesure d'exporter ses connaissances et son savoir-faire au profit d'autres États touchés. Le CROMAC avait pu fournir tout un éventail de services, qu'il s'agisse des moyens d'établir un centre national de lutte antimines ou de la mise à l'essai d'appareils de déminage. En ce qui concerne la coopération avec d'autres États

touchés, une délégation croate s'était rendue en Colombie pour assurer une formation sur la législation régissant la lutte antimines, le CROMAC avait collaboré avec une société turque au déminage de la frontière entre la Turquie et la Syrie, et une formation sur les engins explosifs avait été dispensée à des candidats de la région de l'Europe du Sud-Est, autant d'exemples parmi d'autres de la collaboration de la Croatie avec des pays touchés;

d) Étant devenue Haute Partie contractante, la République démocratique populaire lao souhaitait éliminer les REG et en réduire l'incidence sur la population civile. Elle entendait soumettre une demande d'assistance dans le cadre du Protocole V et avait notamment besoin d'aide pour enlever les REG;

e) La Serbie a indiqué qu'elle avait lancé un nouveau projet d'enlèvement des sous-munitions avec le Secours populaire norvégien, et a aussi exprimé sa gratitude à la Chine et à la Fédération de Russie qui lui avaient fourni une assistance. Elle avait encore besoin d'aide pour nettoyer les zones contaminées lors des conflits de la Seconde Guerre mondiale et des années 1990;

f) L'Ukraine a exprimé sa gratitude aux organisations qui l'avaient aidée à surveiller les REG. Des ressources bien supérieures seraient nécessaires pour nettoyer les vastes zones encore contaminées. Au cours des sept dernières années, des progrès importants avaient été réalisés, ce qui montrait que l'aide permettait de sauver des vies.

8. Les pays donateurs ci-après ont fourni des renseignements:

a) L'Australie avait établi des partenariats en vue de l'enlèvement de REG avec bon nombre d'États, notamment l'Afghanistan, le Cambodge, la Géorgie, le Liban, la Libye, la République démocratique du Congo, la République démocratique populaire lao et Sri Lanka. Elle s'appêtait à fournir une assistance aux Palaos, qui avaient été le théâtre d'intenses combats pendant la Seconde Guerre mondiale et où des milliers de bombes non explosées restaient disséminées dans tout le pays. L'Australie s'attachait à prendre en considération la sécurité physique et la gestion des stocks dans les pays partenaires;

b) La Chine était consciente des difficultés rencontrées par les pays touchés et appuyait résolument la coopération Sud-Sud. Au cours des dix dernières années, elle avait fourni une assistance à 14 États d'Afrique, allant de la formation du personnel au déminage à la fourniture de matériel pour l'enlèvement des sous-munitions et des mines terrestres;

c) L'Allemagne a précisé qu'elle ne faisait pas de distinction entre les REG et les mines terrestres. En 2011, elle avait fourni au total 15,6 millions d'euros pour 39 projets dans 24 pays. Elle privilégiait l'enlèvement des REG dans l'appui qu'elle accordait aux pays suivants: Colombie, Libye, Ouganda, République démocratique populaire lao, Somalie, Sri Lanka et Viet Nam. La plupart de ses programmes prévoyait une sensibilisation aux dangers des mines. Le Ministère allemand des affaires étrangères servait de point de contact pour les pays sollicitant une assistance;

d) En tant que donateur dans le domaine de la lutte antimines, les Pays-Bas ne faisaient pas non plus de distinction entre les REG et les mines terrestres. Ce pays y consacrait 15 millions d'euros par an par l'intermédiaire de son fonds pour les organisations non gouvernementales (ONG) et du Service de la lutte antimines (SLAM) de l'ONU. L'an dernier, convaincus qu'un moyen efficace de contribuer à la sécurité et au développement consistait à fournir un appui pluriannuel par l'intermédiaire d'ONG, les Pays-Bas avaient lancé à l'intention de celles-ci un nouvel appel d'offres portant sur une période de quatre ans. Au sujet de la question de la coordination entre les donateurs, les Pays-Bas estimaient que le Groupe d'appui à l'action antimines était un organe important, quoique essentiellement axé sur l'échange d'informations. Les Pays-Bas assuraient une coordination avec d'autres donateurs au niveau bilatéral par l'intermédiaire de l'ONU ou dans le pays par l'intermédiaire des centres locaux de lutte antimines;

e) La Suisse avait élaboré une nouvelle stratégie de lutte antimines pour la période allant de 2012 à 2015. Cette stratégie, semblable aux précédentes, était notamment fondée sur les principes de l'adhésion aux traités internationaux, de la prise en main par l'État touché, de l'attachement aux droits de l'homme, du respect de la diversité et d'une approche non sélective en matière de lutte antimines. La Suisse consacrait 16 millions de francs suisses par an à la lutte antimines. Elle appuyait le renforcement des capacités et encourageait les projets prévoyant une coopération Sud-Sud;

f) Les États-Unis d'Amérique accordaient une assistance technique et financière sous diverses formes pour aider des États ayant des problèmes liés aux REG. Ils apportaient leur concours à l'enlèvement des REG, dont certains antérieurs à l'entrée en vigueur du Protocole V, à la destruction des munitions vieillissantes ou excédentaires et à la gestion adéquate des stocks. L'aide était fournie par l'intermédiaire de l'Office of Weapons Removal and Abatement (PM/WRA), rattaché au Bureau of Political-Military Affairs du Département d'État. Les États-Unis avaient versé pour plus de 142 millions de dollars de contributions en 2011 et prévoyaient d'en dépenser plus de 149 millions en 2012. Pour amorcer un programme d'aide bilatérale, tout gouvernement devait présenter à l'ambassade des États-Unis concernée une demande officielle détaillée, émanant de préférence d'un ministre ou d'un vice-ministre. En cas de catastrophe ou de cessation d'un conflit, l'Office of Weapons Removal and Abatement pouvait évaluer la nécessité de mesures correctives et éventuellement les valider. Dernièrement, par exemple, à la suite des explosions survenues le 4 mars à Brazzaville, une équipe de l'Office était arrivée dans les quarante-huit heures suivant la réception d'une demande d'assistance et d'autres experts avaient été dépêchés quelques jours plus tard pour enlever les engins non explosés dans des zones habitées. Les États-Unis estimaient que la coordination entre donateurs était essentielle pour que leur aide soit acheminée là où elle était le plus nécessaire. Ils appuyaient les efforts du Groupe d'appui à l'action antimines en vue de coordonner les contributions à la lutte antimines des principaux donateurs et renforcer l'aide selon les besoins. Vu que les donateurs se conformaient à des exercices budgétaires différents et versaient leurs contributions à un grand nombre d'organisations, il était difficile de se faire une idée claire de l'affectation des financements, d'harmoniser les priorités et d'éviter les doubles emplois. Une meilleure coordination pouvait aider à mettre en évidence les lacunes en matière de financement;

g) M. Gustavo Laurie, du SLAM, a remercié les donateurs qui avaient contribué à la lutte antimines par l'intermédiaire de l'ONU. Il a précisé que le Groupe interinstitutions de coordination de la lutte antimines centrait son attention sur le déminage ainsi que sur les explosions inopinées. Le Groupe pouvait déployer rapidement des équipes pour procéder à des évaluations. Tout pays touché pouvait soumettre une demande d'assistance antimines au plus haut responsable de l'ONU en poste dans le pays ou, par l'intermédiaire de sa mission permanente à New York, dans une note verbale transmise au SLAM. La demande serait ensuite évaluée par le Groupe interinstitutions.

9. Comme les débats l'ont fait clairement ressortir, les pays touchés qui avaient développé des compétences en matière de déminage partageaient leurs connaissances et leur savoir-faire avec d'autres pays touchés. Les partenariats entre pays touchés étaient une source importante et croissante de coopération et d'assistance. Le degré de coordination entre les prestataires de l'assistance était peu clair. Une telle coordination était d'autant plus complexe que les dispositions administratives applicables, les priorités en matière de coopération et d'assistance, ainsi que les dotations en ressources des programmes de développement respectifs variaient suivant les pays donateurs et les organisations concernées.

10. Le Coordonnateur a tenu une réunion en petit groupe avec les pays touchés. En ouvrant cette réunion, à laquelle ont participé le Bélarus, la Géorgie, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Soudan du Sud et l'Ukraine, il a

demandé aux pays de faire part de leurs priorités, des travaux supplémentaires qui leur paraissaient nécessaires dans le domaine de la coopération et de l'assistance, ainsi que des difficultés auxquelles ils s'étaient heurtés pour accéder à l'assistance. Après un large débat et la présentation par les pays de leurs besoins prioritaires, le Coordonnateur a entrepris de faire le point, avec le Groupe d'appui à la lutte antimines et le Service de la lutte antimines, sur l'aide supplémentaire qui pourrait être fournie.

Recommandations en vue de la Réunion d'experts de 2013

11. Afin de continuer à faire avancer les travaux sur la coopération et l'assistance, la sixième Conférence des Hautes Parties contractantes voudra peut-être prendre les décisions suivantes:

- a) Continuer à examiner la question de la coopération et de l'assistance, ainsi que celle des demandes d'assistance, à titre prioritaire, dans le cadre des réunions d'experts et conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole V;
 - b) Continuer à utiliser les réunions en petit groupe avec les États concernés pour examiner en détail leurs priorités et les difficultés auxquelles ils se heurtent dans le domaine de la coopération et de l'assistance. En outre, inviter les pays donateurs à participer aux réunions en petit groupe;
 - c) Encourager les Hautes Parties contractantes et les organisations et institutions internationales compétentes qui pourraient être en mesure de le faire à envisager de fournir une assistance en réponse à des demandes présentées au titre de l'article 7 du Protocole, ou en réponse à des besoins recensés d'une autre manière, notamment durant les réunions d'experts;
 - d) Encourager les États qui ont soumis des demandes d'assistance à continuer de fournir régulièrement des informations sur la suite qui y a été donnée;
 - e) Engager toutes les Hautes Parties contractantes qui ont fourni une assistance ou une coopération à présenter des informations sur ces activités dans leurs rapports nationaux annuels, en particulier les États impliqués dans la coopération entre pays touchés et pays en développement.
-